

Chronique de la recherche

Andrée Désilets

Volume 32, numéro 2, septembre 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303710ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303710ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Désilets, A. (1978). Chronique de la recherche. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32(2), 312–313. <https://doi.org/10.7202/303710ar>

CHRONIQUE DE LA RECHERCHE

Colloque Place Royale — L'IHAF a été heureux de participer activement au colloque sur la Place Royale organisé par le Ministère des affaires culturelles les 16, 17 et 18 novembre.

Au cours de ces assises qui réunissaient plus de 350 participants, les discussions ont porté sur de nombreux sujets: intégration urbaine de la place, vocation touristique, animation, concepts de conservation et de restauration, archéologie, histoire, etc.

Il ressort très clairement de ce colloque que les historiens ont été largement absents dans le secteur du patrimoine. Faute d'historiens et d'une vue dynamique de l'histoire on a reconstitué un passé terriblement artificiel. Les historiens ont une importante contribution à apporter dans la mise en valeur du patrimoine québécois. Il y a dans ce secteur des possibilités de recherches passionnantes pour les chercheurs et les étudiants en histoire. Le Ministère des affaires culturelles semble résolu à faire davantage appel aux historiens, mais il faut que nous apprenions à lire notre histoire aussi bien dans la pierre, le bois, les métaux, l'aménagement de l'espace que dans les documents écrits. Nous devons aussi nous soucier de faire parler à ces vestiges du passé un langage signifiant pour nos contemporains. Les progrès de l'historiographie doivent se traduire dans la mise en valeur de notre patrimoine pour un large public.

Prix Ville-Marie au professeur Maurice Séguin: Le Groupe de recherche en didactique de l'histoire décerne son Prix Ville-Marie 1978, prix de didactique de l'histoire et des sciences humaines, à Maurice Séguin, professeur titulaire au Département d'histoire de l'Université de Montréal.

Le Groupe entend souligner ainsi le trentième anniversaire de vie universitaire de celui qui, en proposant une interprétation nouvelle de l'histoire des deux Canadas, a révolutionné la pensée historique au Québec et, par là, l'enseignement de l'histoire.

Étude comparative de la Société rurale de la France de l'Ouest et du Québec (XVII^e-XX^e siècles): Cette étude est lancée par un groupe de chercheurs québécois et français. Elle est dirigée par Jean-Pierre Wallot, du Département d'histoire de l'Université de Montréal, et Joseph Goy, du Centre de recherche historique de l'École des Hautes Études en Sciences sociales, de Paris. Il s'agit d'une large enquête collective qui, par des comparaisons méthodologiques, thématiques et géographiques, doit déboucher naturellement sur une meilleure compréhension de la société rurale (ou des sociétés rurales) dans les deux pays. On a retenu la ventilation régionale suivante. Pour la France: la Normandie, le Perche, la Bretagne, la Vendée, la Charente, le Poitou, le Limousin et le Pays de Loire; pour le Québec, les régions de Montréal, de Québec, des Trois-Rivières, de la Beauce, de l'Outaouais, du Saguenay et des Cantons de l'Est.

Le programme France-Québec pourra fournir des ressources financières assurant des rencontres périodiques et des colloques internationaux ainsi que des bourses de recherche (sur une base de réciprocité).

Deux rencontres ont déjà été tenues au Québec en octobre et novembre 1978, réunissant des chercheurs français et québécois. Une rencontre similaire devrait avoir lieu en France au printemps de 1979 et on envisage un colloque international à l'automne de 1980 ou de 1981, soit en France, soit au Québec.

Sociétés de coopération des Parcs nationaux: Afin d'appuyer le travail de *Parcs Canada*, un projet, signé par Théodore Mosquin, propose la fondation d'une douzaine de sociétés de coopération, organismes non gouvernementaux, à but non lucratif, dont l'objectif est d'aider un organisme du gouvernement précis à répondre aux désirs et aux besoins du public. La société de coopération n'est pas une idée nouvelle. Il en existe 57 aux États-Unis et un certain nombre en Europe. Au Canada, ces sociétés, vouées à la cause du patrimoine, rempliraient une partie du mandat de *Parcs Canada*: amélioration des services, diffusion de la documentation, incitation à la création, etc.

L'auteur du document recevrait avec plaisir des critiques et des suggestions individuelles ou collectives à: Théodore Mosquin, B.P. 86, Aylmer (Québec), J9H 5E4.

ANDRÉE DÉSILETS